DEUXIEME DISCOURS
ET RÉPLIQUE
DE
M. DE LAMARTINE

prononcés

A LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS,

les 3 et 4 mars 1843,

DANS LA DISCUSSION DES FONDS SECRETS.

Édition

REVUE PAR M. DE LAMARTINE.



Paris,

PAGNERRE, ÉDITEUR,

RUE DE SEINE, 14 BIS.

1843

PARIS. — Imprimerie SCHNEIDER et LANGRAND,
Rue d'Erfurth, 1.

DEUXIÈME DISCOURS

DE M. DE LAMARTINE.

MESSIEURS,

La chambre me paraît convaincue que cette grande discussion serait, pour ainsi dire, trompée aux yeux du pays, si la chambre et les orateurs à qui il est donné de l'occuper pendant quelques jours se concentraient exclusivement dans la question ministérielle, et ne faisaient ici que témoigner de quelques petites dissidences, ou de quelques légères préférences pour tel ou tel cabinet.

L'honorable préopinant doit être convaincu lui-même du sentiment qui m'amène à cette tribune. Non, il ne s'agit ni pour moi, ni pour l'opposition de changer des ministères; il s'agit, tout le monde l'a répété depuis quelques jours, et je le répète de nouveau, il s'agit de plus, il s'agit, pour l'opposition, de changer la politique tout entière. (Sensation.)

Et ne serait-ce pas, en effet, nous l'avons unanimement senti, dans la minorité de la commission, un jeu pour ainsi dire puéril et indigne de nous; ne serait-ce pas quelque chose d'illu-

soire, pour un grand et sérieux parti politique, que de venir ici simplement contester sur des noms propres, sans attaquer le mal sous tous les noms propres; que de faire servir, passez-moi l'expression, que de faire servir l'opposition comme de bélier pour enfoncer successivement les portes de tous les ministères et de rester toujours avec la certitude d'avoir à combattre le lendemain les hommes qu'on y a fait entrer la veille ?

Non, messieurs, telle n'est plus, telle n'a jamais été, telle ne sera pas la conduite de l'opposition dans ce pays.

Au centre. Vous n'en savez rien.

A gauche. Oui, oui, très-bien ! continuez.

M. DE LAMARTINE. L'opposition, messieurs, a d'autres pensées et d'autres devoirs; elle a d'autres devoirs, je le répète, des devoirs quelquefois plus rigoureux, ne l'oubliez pas; car il y a quelque chose de plus sévère que l'hostilité même contre tel ou tel cabinet; c'est l'indifférence sur tous les cabinets qui viendraient ici personnifier le même système. (*A gauche.* Très-bien ! très-bien !)

C'est donc, je le répète, ce système que je viens à mon tour essayer de combattre à cette tribune; je l'ai combattu, il y a quelques jours, sous le rapport intérieur, comme l'honorable M. de Tocqueville l'a fait tout à l'heure avec

tant de talent. (Rires ironiques au centre. — Approbation à gauche.)

Je répète que j'ai combattu, il y a quelques jours, ainsi que mon honorable ami M. de Tocqueville, la direction du système politique en ce qui concerne l'intérieur, et que je viens aujourd'hui essayer de combattre le même système en ce qui concerne l'extérieur.

Or, je le résume en deux mots, ce système, pour abréger en ce moment où je sens que la chambre est pressée de terminer, je le résume en deux mots, ce système, cette pensée directrice qui a conduit toute la politique du gouvernement français depuis quelques années.

M. Chégaray. Dites plutôt le système des ministères.

M. de Lamartine. Des ministères, si vous voulez. Si l'honorable membre qui m'interrompt a quelques doutes sur mes intentions, je suis tout prêt à les expliquer.

On m'interpelle pour savoir ce que j'entends par une pensée directrice? (Non! non! — Parlez! parlez!)

Soyez convaincus, messieurs, que j'entends aussi bien que vous les devoirs du député à cette tribune; soyez convaincus qu'aucune intention qui dépasse les limites de la constitution et des droits de cette chambre n'est jamais émanée de ma pensée. Je sais que la constitution se

compose de trois choses : d'abord, de cette prérogative inviolable vers laquelle ne remonteront jamais que notre respect et notre reconnaissance (très-bien! très-bien!) ; ensuite du ministère et enfin de la pensée directrice que l'on m'accusait d'avoir désignée tout à l'heure, c'est-à-dire du système, de cet ensemble, de cette série, de cette tradition, des pensées politiques qui se résument, qui s'incarnent, qui se succèdent dans des ministères, vivants et personnifiés devant nous. Voilà ma pensée tout entière. (Vive approbation.)

La pensée du système (maintenant que j'ai expliqué le mot, on me permettra de parler de la chose), la pensée du système, celle qui a animé tous les ministères successifs qui ont eu à manier nos affaires étrangères depuis sept ans, me paraît reposer sur une double erreur, sur un double malentendu dangereux à laisser subsister devant nous-mêmes et entre l'Europe et nous. Cette double erreur, la voici : On a fait peur de nous à l'Europe, et on nous fait peur de l'Europe.

On a, comme le disait tout à l'heure l'honorable M. de Tocqueville, inspiré de la défiance au pays de lui-même, et inspiré à l'Europe défiance de nous; on nous a représentés, à nos propres yeux, comme un peuple toujours prêt à des ébullitions nouvelles et à déborder pour aller semer

de nouveau dans le monde la propagande et la conquête.

D'un autre côté, on a représenté à la France les puissances dont se compose l'équilibre européen comme réunies en un seul faisceau, en une coalition toujours debout, toujours animée, toujours passionnée contre nous, et disposée à nous fermer toute place légitime dans la politique du monde.

Eh bien, je dis que cette pensée est une double erreur.

Que la France n'ait pas songé, même au moment de l'ébullition la plus fougueuse de la révolution de juillet, à dépasser ses frontières et à déborder sur le monde avec l'idée des conquêtes impériales, cela est évident. La révolution de juillet, dans sa plus grande fougue, a su s'arrêter; un homme d'Etat puissant, je puis le dire, et je ne serai démenti par personne en prononçant tout haut son nom, Casimir Périer a su concilier la fermeté, la dignité, la modération dans la politique étrangère de son gouvernement dans ses premières années. (Mouvement d'approbation.) Il a su établir cette vérité incontestable, nécessaire à toute bonne politique en France et en Europe, c'est qu'il n'y avait, c'est qu'il n'y aurait aucune incompatibilité entre une grande et sérieuse liberté, en France, et l'établissement monarchique que possède le reste

du continent, et que nous voulions conserver en le modifiant chez nous-mêmes.

Enfin, messieurs, quant à l'autre pensée que l'Europe est liguée en un seul faisceau contre nous ; qu'elle veut refuser toujours à la France toute sa place la plus légitime dans le jeu de cet équilibre européen ; qu'elle voit toujours dans la France un foyer révolutionnaire à étouffer, et que les puissances à chaque mouvement chez nous, à chaque ébranlement du système politique dans le monde, se serrent en une seule ligue contre nous, sont prêtes à renouveler la coalition de Pilnitz, et brûlent d'effacer la France du nombre des nations ; voilà ce qui n'est pas plus vrai, et ce qui cependant nous fait ajourner tout, et toujours, et partout ! voilà ce qui nous rend impossible toute alliance et tout système.

Permettez-moi de vous le prouver en très-peu de mots, et avec cette évidence qui dispense de bien des paroles. (Parlez ! parlez !)

Je n'ai pour cela qu'à décomposer les différentes grandes puissances qui forment entre elles, et à l'égard de la France, le système d'équilibre européen, et à examiner quelles sont les dispositions intimes, les raisons de sympathie ou d'antipathie de chacune de ces puissances à notre égard.

De quoi se compose le système européen des grandes puissances qui ont à s'équilibrer dans le

monde? De la Russie, de l'Autriche, de la Prusse et de l'Angleterre. Voyons quels sont, pour chacune de ces puissances, les intérêts de sympathies ou d'antipathies à notre égard. Voyons quelles sont celles qui peuvent sérieusement désirer, je ne dis pas l'anéantissement, mais même l'abaissement de la France, la diminution de son poids dans la balance des nations?

Est-ce la Russie?

Quels sont les ombrages réels que nous portons à la Russie? Elle peut craindre sans doute, elle a dû craindre sans doute, au commencement, que de ce foyer d'idées, de passions, de mouvement, de liberté de penser et d'agir que la révolution de 1830 venait d'allumer et de fomenter en France, il ne s'échappât quelques étincelles qui allassent rallumer la Pologne et enflammer des imaginations au sein de son vaste empire; mais elle n'a pas tardé à réfléchir et à se rassurer.

Le contact des idées n'est dangereux que pour les puissances du même âge, de la même nature, et placées dans le même milieu d'idées et de société, et nos libertés de la presse, de la tribune, nos organisations électives n'avaient aucune application prochaine aux immenses populations neuves répandues sur son vaste territoire. Cela est aussi innocent à Moscou que le Coran le serait à Paris. La Russie ne craint donc pas

de prendre feu au foyer des idées françaises.

Mais il lui faut une France forte, puissante, réelle, pour peser au besoin tantôt sur l'Allemagne, tantôt sur l'Angleterre, et lui laisser ainsi pour des éventualités futures la liberté d'action en Asie où elle est, avec l'Angleterre, en contact et en rivalité sur une échelle de sept cents lieues. C'est de la Russie que l'on peut dire : Que si la France n'existait pas, il faudrait l'inventer.

Je passe à l'Autriche : elle a eu aussi quelques inquiétudes pour ses provinces d'Italie, elle a craint aussi que les idées françaises ne passassent une seconde fois le Rhin et les Alpes. Mais, messieurs, n'a-t-elle pas d'autres intérêts, des intérêts plus graves à ménager, et qui lui font une nécessité de l'existence d'une France active, d'une France forte et pesant de tout son poids dans la balance de l'équilibre européen? Cette nécessité, vous la comprenez tous, si la France n'existait pas, l'Autriche se trouverait à la merci de l'Angleterre, ou fléchirait inévitablement devant la Russie; elle resterait isolée et sans contre-poids au centre de l'Allemagne. L'Autriche est une puissance négociatrice, c'est une puissance dont la temporisation est la force, c'est une puissance dont la sagesse se compose surtout des fautes des autres puissances avec lesquelles elle négocie avec tant de patience et

d'habileté, que sa sagesse est devenue proverbiale dans les annales de la diplomatie.

Eh bien, l'Autriche craint avec raison que si elle n'a pas un contre-poids pour sa politique, si elle ne peut s'appuyer fortement sur la France, elle soit inévitablement forcée de se subordonner à la puissance de la Russie qui s'accroît tous les jours, et qui lui donne, du côté du Danube, des ombrages plus sérieux, plus redoutables que ceux que vous pouvez lui donner, même sur le Rhin.

Elle a une autre raison de craindre l'isolement où la laisserait la France affaiblie; et cette raison, c'est la Prusse qui grandit en Europe dans des proportions auxquelles il est impossible d'assigner un terme.

Et puisque nous parlons de la Prusse, je vais dire en deux mots quelle est sa situation à notre égard.

La Prusse, vous le savez, est une sorte d'improvisation de la victoire; c'est un germe machiavélique jeté au cœur de l'Allemagne par le génie habile et pervers du grand Frédéric. Mais c'est un germe qui a pris un accroissement immense, et qui est destiné à en prendre chaque jour davantage.

C'est une puissance qui s'est enrichie et qui s'enrichira tous les jours davantage de tous les démembrements d'influence, de force et de na-

tionalité en Allemagne. Sans doute il y a de grandes préoccupations de la part de la France, relativement à la Prusse. Nous pouvons craindre qu'une puissance, qui est, en quelque sorte, dans la diplomatie et sur la carte, l'avant-garde de la Russie, ne soit aussi la pointe de l'épée russe sur le cœur même de la France. Elle pèse trop sur le Rhin. Elle est votre premier champ de bataille du Nord. Songez-y toujours, et soyez justement attentifs à cette force nouvelle.

Mais, d'un autre côté, envisagez la nature de la Prusse. La Prusse est, en ce moment, une puissance qui conquiert par la paix ce phénomène nouveau que nous voulons imiter dans le monde, qui s'assimile les populations allemandes par la langue, par la tolérance religieuse, par l'union commerciale, par tous ces moyens pacifiques qui conquièrent plus lentement, mais qui conservent plus sûrement que la guerre. (Sensation universelle.)

A tous ces titres la Prusse a besoin de la paix, la Prusse a besoin de vous, de votre existence forte, respectée, active ; et cela est simple : ne lui faut-il pas un appui dans la France pour le jour où l'Autriche, inquiète et jalouse, établira la lutte inévitable avec elle au cœur de l'Allemagne que ces deux forces se disputeront tôt ou tard.

Mais, contre la Russie même, qui l'appuie au-

jourd'hui, ne lui faut-il pas un autre appui pour le moment où les exigences russes voudraient la faire manœuvrer comme une des ailes de son armée? Evidemment il lui faut tout cela, et elle ne peut le trouver que dans une France grande et forte. Le jour où la France serait abaissée ou effacée, la Prusse, et elle le comprend bien, ne serait plus qu'une puissance vassale ou de l'Autriche ou de la Russie.

Je passe à l'Angleterre (Ecoutez! écoutez!) Je n'ignore pas que je touche ici à une des questions les plus vives, les plus délicates, les plus dangereuses à laquelle un orateur politique puisse toucher. Je touche à ces préjugés récemment et trop fatalement ravivés entre deux grands pays dont on vous représente l'existence comme incompatible dans le monde. Eh bien, je tâcherai d'imiter le courage que m'a montré hier l'honorable M. Passy, en disant qu'il savait qu'une conviction existait entre lui et la chambre, et qu'il placerait toujours sa conscience avant sa popularité. Je dis donc que, quelle que soit la vivacité des préjugés qui existent dans ce moment entre les deux pays, préventions dont nous connaissons tous jusqu'à un certain point la justice en en déployant l'origine, dans le traité de 1840, cette incompatibilité n'existe pas.

Et, en effet, est-il vrai que la France et l'Angleterre ne puissent coexister dans le monde?

est-il vrai que la terre et la mer soient trop petites pour ces deux grands peuples ? qu'il faille à la haine d'une de ces deux nations le sacrifice de l'autre ? et que l'Angleterre ait pour but constant de sa politique l'anéantissement ou même l'abaissement de la France sur le continent ? Dussé-je blesser tous les préjugés, toutes les colères, toutes les ignorances des deux pays, en ce moment si aigris l'un contre l'autre, je réponds non, non, cela n'est pas vrai ! non, cela n'est pas éclairé ! et je vais essayer de vous le prouver en deux mots.

Quelle est la sphère de l'activité de l'Angleterre dans le monde ? Elle est double : elle est navale, commerciale, industrielle, et enfin elle est continentale. Sans doute, comme puissance industrielle, comme puissance continentale, comme puissance maritime, l'Angleterre a des rivalités, des jalousies ; elle aurait, si vous la laissiez faire, des exigences, même contre vous. Mais, comme puissance continentale, daignez considérer la réalité de sa situation.

Messieurs, si la balance européenne, si l'équilibre des grandes forces continentales est nécessaire à quelqu'un dans le monde, c'est à l'Angleterre. Quel est sur le continent l'intérêt vrai, vital, permanent de l'Angleterre ? N'est-ce pas d'empêcher que le continent ne soit sous une seule main, et de s'opposer à ce qu'une puissance

quelconque y établisse cette omnipotence qu'elle combat depuis le traité d'Utrecht comme depuis le traité de Vienne ? Quelle que soit la puissance qui domine exclusivement le continent, elle en chasse l'Angleterre. Avec des points divers pour appuyer tour à tour le levier de sa politique, elle peut remuer le continent et y garder un grand et légitime rôle d'influence; avec un seul point ce levier se brise, et le continent lui échappe. Il lui faut l'alliance française ou l'alliance russe, mais surtout l'alliance française pour l'appuyer contre une puissance asiatique, contre la Russie qui déborde si souvent de ses limites naturelles, et qui est venue lui porter le défi, d'une part, jusqu'en Asie, et de l'autre jusque sur les frontières du Rhin. Non, évidemment; l'Angleterre doit vouloir, pour que son levier légitime d'influence ne se brise pas dans le monde, elle doit vouloir un point d'appui du côté de la Russie et un point d'appui du côté de la France. Voilà sa vraie et permanente politique, celle qui sera pratiquée après que les dissentiments qui divisent les deux pays auront cédé à la sagesse du gouvernement et à la réflexion des deux pays. Ces intérêts-là sont plus éternels que nos ressentiments aveugles et passagers.

Messieurs, j'ai passé le point le plus difficile de la matière que je voulais traiter devant la chambre.

Je dis donc qu'il n'est pas impossible aux hommes d'Etat, même à ceux qui, comme ceux que j'ai l'honneur de compter pour amis dans l'opposition, semblent se préoccuper davantage de l'action extérieure de leur pays; je leur dis qu'il n'est pas impossible de concevoir, de garder au fond de l'âme quelques heureuses, quelques généreuses espérances sur le maintien d'une alliance vraiment libérale, qui nous a paru nécessaire dans tous les moments où la liberté a été sérieusement menacée dans le continent, et qui, sous un autre rapport, peut devenir et rester un jour l'alliance, ne l'oubliez pas, de la paix du continent.

Je répète que l'alliance anglaise peut être pour nous l'alliance de la liberté et l'alliance de la paix continentale ; l'alliance de la liberté, car elle a été conçue ainsi en 89 par les fondateurs de la liberté en France ; elle est née le même jour que la liberté chez nous, et elle n'a disparu qu'avec la liberté.

Il est évident que si le continent se trouvait partagé en deux seules grandes forces, la Russie d'un côté, la France de l'autre, sans que rien fasse équilibre, sans qu'aucun arbitre puisse venir s'interposer entre ces deux puissances et empêcher ce choc qui ébranlerait et qui briserait l'équilibre du monde, il est évident que la guerre serait inévitable et peut-être une guerre sans fin.

La seule puissance qui puisse jouer ce rôle de modérateur et d'arbitre, c'est l'Angleterre ; elle seule peut faire, en se coalisant avec l'un ou l'autre, contre-poids à une monarchie universelle du continent, ce rêve fatal à tous ceux qui l'ont fait ! Sur ces équilibres, maintenus par l'alliance anglaise, repose la paix du monde, la paix nécessaire surtout à un siècle qui a la liberté à fonder et l'industrie à développer. (Très-bien !)

Mais, messieurs, il faut à cette pensée des réserves, et je me hâte de les faire.

Je suis le premier à le reconnaître, et j'ai apporté dès longtemps cette pensée à la tribune de mon pays : l'alliance anglaise est très-difficile à faire accepter à la France ; il existe tant de susceptibilité entre ces deux peuples, il existe, et malheureusement il vient de se raviver, des souvenirs si douloureux et si amers, qu'il y a là une extrême et mutuelle suspicion ; mais cependant, si cette alliance, modérée par la sagesse et par la politique du cabinet qui tiendrait les affaires en France autant qu'elle l'est, je me plais à le reconnaître en ce moment, par la haute sagesse et par la magnifique intelligence du premier ministre qui gouverne en Angleterre les affaires de son pays, M. Peel, je dis que si cette politique, au lieu d'être une politique ingrate, une politique à deux poids et deux mesures, une politique qui donne tout à l'Angleterre et

interdit tout à notre pays, que si cette politique pouvait devenir jamais une politique d'égalité, de choix, de préférence mutuelle entre les deux peuples, elle aurait d'immenses avantages, et je maintiens qu'un gouvernement plus sûr de lui-même, un gouvernement qui s'appuierait sur les forces permanentes et vives de son pays, pourrait ramener l'alliance anglaise à ces sages et nationales conditions. (*A gauche.* Très-bien !)

Où sont en effet les points de contact entre l'Angleterre et vous? Il n'y en a que deux dans l'état actuel des choses : d'un côté, l'Orient, l'empire turc qui s'écroule et dont les débris sont successivement l'objet de la cupidité politique de l'Europe.

D'un autre côté, cette question que trois orateurs viennent d'apporter, il y a quelques instants, à cette tribune, l'Espagne.

Voyons l'Orient d'abord, messieurs. Ici je déplore la nécessité où je suis, pour rester sincère, de blesser tous les ministres qui, depuis quatre ans, ont touché à cette question sans la comprendre. Non, ils n'ont pas vu que le salut de la diplomatie française était pour nous dans la question d'Orient, que là étaient les leviers, les alliances pour leur pays, et qu'en se refusant à les saisir, ils déshéritaient pour longtemps la France de toute action, de toute force, de tout

système diplomatique dans le monde. Est-ce la faute de l'Angleterre, cependant?

Non. J'ai la certitude, et je ne serai pas démenti par mes collègues qui savent, ce dont je veux parler, que l'Angleterre ne vous a pas refusé le rôle imposant qui vous appartenait dans cette question, qu'elle vous a offert une option que vous avez été assez imprudents pour rejeter. J'ai vu de mes yeux les dépêches où le gouvernement anglais proposait au gouvernement de la France d'unir les deux flottes et de marcher ensemble à Constantinople pour arrêter, pour contenir, pour refouler la puissance moscovite, plus menaçante pour elle que pour nous; c'est vous qui l'avez refusée, messieurs, c'est vous qui vous êtes obstinés à menacer seuls à la fois la Russie à Constantinople, et l'Angleterre en Égypte. Qu'en pouvait-il résulter? la haine des deux puissances contre vous, et forcément une alliance contre nature entre elles contre la politique insensée du cabinet français.

L'alliance, c'est vous qui l'avez refusée! Vous dites : L'Angleterre est jalouse de nous; mais où donc vous rencontre-t-elle sur sa route? Est-ce aux Indes? Est-ce à la Chine? Est-ce en Orient maintenant? Non, on nous a faits si petits depuis sept ans, que nous ne portons ombrage à personne. Vous n'avez plus qu'un seul terrain politique où vous vous rencontriez face à face

avec l'Angleterre, et où la lutte d'influences soit honorable et possible. C'est le terrain que vous désignait tout à l'heure M. de Tocqueville. C'est en Espagne! Eh bien, j'en vais parler; je demande seulement un moment de repos à la chambre. (Oui, oui, reposez-vous. L'orateur se repose un moment.)

M. DE LAMARTINE. Je disais, messieurs, que nous n'avions plus en ce moment qu'un point de contact sérieux, vif, envenimé avec l'Angleterre, et peut-être qu'un point dans le monde où, dans l'état présent des choses, nous puissions et nous devions lui disputer la prédominance qu'elle s'est faite et que notre gouvernement lui a beaucoup trop concédée: c'est l'Espagne.

Je ne l'ignore pas: au commencement de la révolution de juillet, et souvent depuis, les ministres des affaires étrangères ont apporté à cette tribune et ont répété avec l'applaudissement de la chambre, je le reconnais, de la presque unanimité de la chambre, le mot de non-intervention. Le mot de non-intervention est un mot en effet sage, salutaire, préservateur, respectueux pour les nationalités avec lesquelles nous pouvons avoir à traiter dans le monde. C'est la reconnaissance de ce droit imprescriptible et absolu qu'ont tous les peuples de changer à leur gré leur mode de gouvernement intérieur, sans qu'il

soit permis aux puissances extérieures de s'y immiscer et de venir soutenir chez eux telle idée ou telle tyrannie. A cet égard, ce mot a eu l'assentiment général : il a le mien jusqu'à de justes limites. Oui, ce mot de non-intervention est respectueux pour la liberté des peuples ; mais comme tous les principes, il n'a cependant rien d'absolu, et, pour être salutaire, il doit être raisonnablement interprété ; il doit surtout être réciproque. Sans doute, il ne faut pas se mêler des affaires intérieures et de la constitution des autres nations, en ce qui concerne leurs gouvernements, leurs rapports avez elles-mêmes ; qu'elles se fassent monarchies, oligarchies ou républiques, qu'elles changent ou modifient leurs institutions intimes, cela ne regarde personne. Mais si ces changements de souveraineté, de constitutions, de politique ne se bornent pas à modifier les lois, le gouvernement, les dynasties de ces nations, et si elles ont sur vous-même, sur votre sécurité, sur la sûreté de vos frontières, sur les rapports de votre commerce, sur la balance même et sur l'équilibre de l'Europe une influence évidente, décisive et mortelle à vos propres intérêts, je dis qu'alors le principe absolu de non-intervention est une duperie, une absurdité, un suicide, et que, sous peine de périr soi-même, il faut bien aller défendre sa propre cause chez autrui.

Oui, je dis que dans ce cas il faut interpréter autrement ce mot de non-intervention. Eh quoi! voilà l'Espagne, un pays qui a les mêmes frontières, les mêmes mers, la même dynastie, les mêmes intérêts continentaux, industriels, constitutionnels que nous, un pays dont la politique n'a été depuis deux siècles qu'une continuelle alliance avec la nôtre, un pays qui nous affaiblirait de tout un royaume en passant à une autre politique, à une autre alliance, et nous nous en désintéresserions! Et nous laisserions aller et faire! Mais ce serait une folie, un suicide! Ce serait là une politique vraiment anglaise et non française!

Eh! ne savez-vous pas que les nationalités ne s'arrêtent pas aux frontières, ne finissent pas à ces lignes idéales tracées sur la carte, mais qu'elles ont des compléments, des suppléments, des appendices de nationalité au delà, dans des nations voisines, alliées, amies, sur lesquelles elles exercent l'ascendant de la bonne intelligence?

N'est-il pas évident que l'Angleterre, par exemple, exerce une influence qui, quoique non écrite, est reconnue en diplomatie sur le Portugal?

N'est-il pas évident que la Russie exerce des influences de ce genre sur les principautés de la Moldavie et de la Valachie?

Enfin, n'est-il pas évident, sans parcourir le monde, que, depuis Louis XIV, depuis ces grandes guerres de succession qui ont enlevé l'Espagne à l'influence de l'Autriche, il a toujours existé et il devrait toujours exister entre la France et l'Espagne des rapports de cette nature? Et je me hâte de dire que j'entends ces influences dans ce sens, non d'une influence régulatrice, dominatrice, mais une influence de bons rapports, d'amitié subsistante et souvent armée entre les deux peuples.

Eh bien, quelle était la politique du gouvernement français relativement à l'Espagne, dans les malheureuses crises où elle était engagée depuis quelques années? Il n'y en avait qu'une : concourir de tous nos efforts à l'établissement d'une révolution régulière qui était devenue le vœu si souvent manifesté de la population espagnole; concourir à l'établissement d'un gouvernement stable, fort, territorial, qui pût offrir à la France des garanties d'alliance, de bons rapports d'amitié que chacun de nos gouvernements successifs y avait cherchés et y avait trouvés depuis Louis XIV jusqu'à la république.

Est-ce là ce qu'on a fait? et ici je m'adresse directement, pour la première fois, à M. le ministre des affaires étrangères.

Nous l'avons interrogé dans la commission, nous l'avons interrogé en dehors de ces interro-

gations, de ces réponses officieuses et confidentielles, qu'il nous serait interdit d'apporter sans danger à cette tribune; nous lui avons demandé quelle était la politique du gouvernement français actuellement à l'égard de l'Espagne; j'ai noté les paroles mêmes de la réponse de M. le ministre des affaires étrangères : « Faire peu de choses; attendre un peu, et renouer aussitôt qu'il sera possible!... » (Rires et bruit à gauche.)

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Je n'ai pas dit cela.

M. DE LAMARTINE. Faire peu de choses, attendre un peu et renouer aussitôt qu'il sera possible. Mon Dieu! je ne blâme pas ces réponses de M. le ministre des affaires étrangères. C'est la pensée du système qui se révélait dans ces mots.

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Je vous demande pardon, je n'ai aucun souvenir de ces réponses-là.

Voix de la gauche. L'avez-vous dit, oui ou non?

M. GUIZOT, *ministre des affaires étrangères.* Je répète que je n'ai aucun souvenir de cette réponse-là, que je n'en reconnais pas l'exactitude, et que j'aurai l'honneur d'exposer à la tribune la politique du gouvernement quant à l'Espagne.

M. DE LAMARTINE. Comme membre de la commission, j'avais le devoir, imposé par le nombre de voix qui m'avait été donné dans mon bureau, de faire, pour ainsi dire, au nom de la chambre,

qui nous en avait conféré la mission, l'enquête sérieuse de la politique du gouvernement du roi sur les affaires étrangères, et entre autres sur une affaire aussi importante, lorsque M. le ministre des affaires étrangères, interrogé, par un de mes collègues, sur ses desseins politiques relativement à l'Espagne, a fait une réponse qu'il ne retrouve pas dans sa mémoire, mais que je retrouve sur le papier écrit sous ses yeux. (Rires prolongés à gauche.) J'ai cru, je le répète, entrer dans la pensée de la chambre autant que dans la pensée de M. le ministre des affaires étrangères, qui n'a pas deux paroles, en apportant et en discutant ici, devant lui, les expressions que j'ai copiées littéralement sous l'impression même de ses réponses textuelles et sur la table de la conférence.

Mais passons... J'admets que les paroles n'aient pas été prononcées; et que m'importent les paroles quand j'ai des actes? (Approbation à gauche.) Que m'importe que vous ayez dit ou que vous n'ayez pas dit : Qu'il faut attendre plus ou moins, temporiser, patienter, accepter plus ou moins les répugnances, et même les offenses du gouvernement espagnol, si je vois que les actes du gouvernement français sont d'avance et toujours le commentaire de ces paroles? (Bravo! à gauche.)

Je reprends la discussion : je prie M. le mi-

nistre des affaires étrangères et la chambre de vouloir bien remarquer que ce que je vais dire n'est pas la pensée d'un jour, mais que c'est une pensée que j'ai apportée à cette tribune, depuis le premier jour où j'ai eu l'honneur d'y monter.

Selon moi, la politique française en Espagne devait être française et espagnole avant tout. Elle devait tendre à reconstituer, d'une manière sûre pour la France, un pays ami, allié, uni à nous par les mêmes frontières, les mêmes mers, la communauté de dynastie depuis Louis XIV jusqu'à la restauration. Un pays dont l'existence forte est notre garantie au midi, un pays dont nous ne pouvons impunément abdiquer l'amitié; un pays qui peut être, par notre imprudence, l'avant-poste de l'Angleterre contre nous dans le Midi. Souvenez-vous de la bataille de Toulouse. Il fallait y veiller, y constituer un bon et solide gouvernement.

Eh bien, messieurs, quel était ce gouvernement?

Je vais le dire.

Les révolutions, messieurs, se font par les partis exaltés, et ce sont les partis modérés qui les consolident. (Interruption.)

Je m'étonne de ce murmure qui m'arrête, et je ne m'en rends pas compte d'ici.

Un membre à gauche. Ces messieurs ont pris le compliment pour eux. (On rit.)

M. DE LAMARTINE. Je disais qu'à mes yeux, comme aux yeux de l'histoire, les révolutions commencent par les partis exaltés et se consolident par les partis modérés. (Nouvelle approbation aux centres.) Mais... laissez-moi compléter l'expression de ma pensée. J'allais ajouter que les révolutions se perdent aussi par les partis militaires; les révolutions se perdent de deux manières, puisque vous ne me comprenez pas. (On rit.)

M. MAUGUIN. On approuve!

M. DE LAMARTINE. Oui, vous me comprenez. Elles se perdent de deux manières, par les partis militaires et par les partis qui les confisquent à leur seul bénéfice. Et, puisque vous admettez la vérité de cet axiome élémentaire en histoire, je dirai que les partis exaltés en Espagne ont fait les cinq ou six révolutions successives que vous y avez observées. C'est le parti exalté de 1812 qui a fait la première révolution, la première constitution espagnole; et ce parti était justement exalté alors, puisqu'il était ivre de son patriotisme contre la conquête napoléonienne.

C'est le parti exalté qui a fait ensuite toutes les révolutions de 1820, de 1830, de 1835, et enfin de 1840, à Barcelone, où le régent fut porté à la toute-puissance sur le pavois d'une insurrection armée. Etait-ce là, messieurs, les gouvernements auxquels vous deviez porter l'adhésion de la

France en Espagne et envoyer des ambassadeurs? Non. Comme le disaient tout à l'heure deux de mes honorables amis, votre véritable ami, votre véritable allié en Espagne était le parti modéré, le parti de la reine et de son gouvernement.

Au centre. Oui! oui!

M. DE LAMARTINE. Vous criez *oui?* et vous l'avez abandonné, indignement abandonné!

En 1822, je le reconnais à la gloire de la restauration, elle ne l'a pas abandonné, elle! elle a suivi son principe jusqu'à Madrid, jusqu'à Cadix. Vous auriez dû suivre ainsi le vôtre.

Mais vous! vous l'avez abandonné en 1830, en 1835, lors de la révolution de la Granja; et enfin en 1840, à la révolution armée de Barcelone. Vous avez fait suivre à la politique française toutes les variations militaires, révolutionnaires, démagogiques qui se sont succédé dans ce malheureux pays! En sorte qu'aujourd'hui votre influence est tombée au-dessous de rien dans l'estime de l'Espagne, et qu'elle n'est plus désirée par personne; car vous n'avez pas su même défendre votre drapeau dans le gouvernement qui désirait le porter. Et quand le gouvernement de la reine a réclamé l'assistance de la France, vous n'avez pas pu offrir à cette reine abandonnée, combattue par le général même qu'elle avait comblé de bienfaits, entre les mains duquel

elle avait remis toute la force armée, toute la défense de la constitution de son empire, vous n'avez su lui prêter qu'une barque pour fuir de l'Espagne et pour s'exiler de son royaume! (Sensation.)

J'ai donc le triste droit de dire que vous n'avez pas suivi dans la Péninsule une politique nationale qui sût se poser en face de l'omnipotence anglaise... (Interruption aux centres.)

Non, et que vous voyez de sang-froid passer cette alliance de tous les temps dans l'arsenal des influences britanniques contre vous!

Messieurs, je m'arrête ici sur ces deux questions spéciales de l'Orient et de l'Espagne, dans lesquelles je viens de vous signaler la mauvaise conduite de nos affaires, dans les deux plus grandes occasions que la Providence puisse offrir à un peuple pour rétablir son attitude dans le monde, dans ces deux occasions également mal comprises par le ministère actuel et par les différents ministères qui l'avaient précédé, car il serait injuste d'accumuler sur une seule tête les fautes qui ont été celles du pays tout entier. Je dis que, dans ces deux grandes occasions, vous avez manqué la destinée de la France pour longtemps. Le *statu quo* a été en tout la plus audacieuse de vos pensées; et ce *statu quo*, vous n'avez même pas su l'obtenir. En Orient, le *statu quo* pour vous, qu'a-t-il été? le refoule-

ment du pacha d'Égypte que vous souteniez follement, de Syrie et d'Arabie, sur les bords du Nil ; l'abandon de la population de Syrie à l'anarchie turque, le partage de l'influence française à Constantinople, le partage de cette influence qui, sinon dans la législation écrite, du moins dans la tradition qui fait titre dans toutes les diplomaties du monde, avait été concédée à notre pays.

Et en Espagne, qu'est-ce que c'est pour vous que le *statu quo?* C'est Barcelone bombardé par Espartero pour imposer un traité de commerce exigé par l'Angleterre ; c'est la reine chassée de son royaume par une émeute militaire, chassée avec l'influence française ! c'est votre ambassadeur refusé ! c'est enfin, en deux mots, l'Espagne entière donnée en gage à l'Angleterre sous vos yeux ! (Très-bien ! très-bien ! aux extrémités.) Oui, le *statu quo* pour vous, et rien de tel pour tout le monde ; remarquez-le ; car, pendant que vous vous affaiblissez, que vous vous énervez, suivant l'expression qu'on vous jetait tout à l'heure, que se passe-t-il dans le monde ? Voyez les effets de ce *statu quo* sur votre situation et aussi sur celle des puissances qui vous environnent ! Voyez la Russie ronger l'Asie par le Caucase, et s'infiltrer de plus en plus dans les populations gréco-slaves... (Interruption au centre. — Approbation à gauche.)

La Russie, sous le bénéfice de ce *statu quo*, s'avance de jour en jour davantage vers la capitale de Constantin, où elle pourra un jour, grâce à vous, établir impunément le siége de son empire, tandis que d'un autre côté elle vient, à l'aide de la Prusse, peser sur vous jusqu'au sein même de vos populations sur les bords du Rhin (Mouvement en sens divers.)

Voyez l'Autriche, sous le bénéfice aussi de ce prétendu *statu quo*, s'enraciner de plus en plus en Italie, depuis le Piémont, où s'élève la forteresse d'Alexandrie au sein d'une nation soi-disant indépendante, jusqu'à Naples, où elle domine sans contestation depuis 1820! Voyez-la créer Trieste, restaurer Venise, l'unir au continent par un chemin de fer, et s'avancer tout autour de l'Adriatique jusqu'à une influence exclusive en Grèce, où vous avez su créer un royaume et où vous ne savez pas garder votre crédit. Voyez la Prusse déplacer impunément sous vos yeux le centre de gravité de l'Allemagne, et vous menacer tôt ou tard d'avoir à surveiller, à contre-balancer en elle quelque nouvelle maison d'Autriche. Enfin l'Angleterre, chassée un moment de Caboul et de l'Afghanistan, reprend un empire plus restreint, mais plus solide, sur cette énorme possession des Indes qui ne compte pas moins de 80 millions de sujets; et vous la voyez impunément sous vos yeux

ouvrir, à coups de canon, les portes de la Chine, et conquérir, pour sa production colossale, 400 millions de consommateurs nouveaux.

Une voix. 300 millions !

M. DE LAMARTINE. 400 millions d'hommes !

Oui, il se passe là un fait nouveau, un fait plus grand que ne le fut dans son temps la découverte de l'Amérique, et vous ne vous en apercevez seulement pas ; et pendant ce temps-là vous vous disputez quelques misérables années, quelques mois, quelques heures d'une puissance ministérielle quelconque ; vous vous disputez pour savoir sous quel nom d'homme votre pays perdra davantage de son action, de son ascendant, de sa puissance dans le monde européen! (Bravos aux extrémités.)

Eh bien, il est impossible à des hommes animés, non pas de ce patriotisme de carrefour, mais de ce patriotisme réfléchi, sérieux, qui étudie les intérêts du pays dans l'histoire ; il leur est impossible, à ceux-là, de contenir plus longtemps, sinon le cri de leur indignation, le mot vous paraîtrait trop fort, au moins le cri sérieux de leurs alarmes. Et, ne vous y trompez pas, je ne suis pas le seul qui soit ému de la pensée que je signale ici ; de toutes parts, vous devez le voir, vous qui êtes placés au centre du gouvernement, pour saisir les inquiétudes, les agitations sourdes, de toutes parts ce sentiment

se révèle, se manifeste, se trahit avec plus ou moins de force, mais avec la même douleur dans le sein de la population. (Vive sensation.)

On se demande de tous côtés si, parce que la France a été grande, trop grande, je le reconnais, pendant un certain temps, si, parce que ses armées, trop conquérantes, trop envahissantes, ont débordé d'un bout du monde à l'autre, il faut, après vingt-cinq ans de sagesse, de temporisation, de patience, il faut subir tout ce que vous nous faites subir impunément depuis huit ans.

Au centre. Allons donc ! allons donc !

A gauche. Très-bien ! très-bien !

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Je demande la parole.

M. DE LAMARTINE. Oui, si notre gloire fut un crime, il faut convenir que ce crime national est par trop expié. (Profonde sensation.)

Et ne vous endormez pas, ne méprisez pas, autant que vous avez l'air de le faire, ces premiers frémissements de l'agitation publique. (Vives réclamations au centre. — Approbation à gauche.)

Ne méprisez pas toutes les passions populaires. Eh ! sans doute, messieurs, je le sais, et je suis moi-même de ce sentiment, il y a des passions populaires qu'il faut mépriser, il y a des passions populaires qu'il faut oser combattre;

mais, sachez-le, il y a des passions populaires aussi qui sont terribles, mais qui ne sont pas coupables. Il y a des passions populaires qui sont grandes, qui sont généreuses, qui sont le sentiment même de la grande famille nationale, vibrant et se résumant dans le cœur de chaque citoyen. Ce sont là des sentiments avec lesquels il ne faut pas jouer, ce sont des passions publiques qu'il faut respecter, qu'il ne faut ni flétrir ni accuser, car au fond de ces passions publiques il y a quelquefois, il y a souvent un grand patriotisme en souffrance et de grands principes en insurrection dans l'âme de tous! (Exclamations au centre.)

A gauche. Très-bien! très-bien! (Longue agitation.)

M. DE LAMARTINE. Je n'oublie pas, croyez-le bien, messieurs, que je parle ici devant d'honorables et anciens amis politiques, envers lesquels je suis plein d'estime, de déférence et de respect. Je n'oublie pas que nous avons combattu, et que nous combattrons toujours ensemble, pour la grande cause de la paix dans le monde, car cette cause n'a pas d'ennemi ici (On rit), car cette cause n'a pas d'ennemi dans cette enceinte (Agitation), je le répète.

Non, je ne serai pas démenti en disant que cette cause n'a pas d'ennemi dans cette enceinte, car la paix véritable pour cette nation est insé-

parable de la dignité. Il faut qu'elle se sente fière de la paix.

Eh bien, je m'adresse à cet honorable parti qui prend trop exclusivement, selon moi, le nom de parti conservateur, et je lui dis : Vous qui avez pour tâche spéciale, avouée, honorable de consolider, d'affermir le gouvernement que vous avez fondé en 1830, et que nous tous, à des titres divers, nous voulons aussi consolider pour le bien du pays, pour la paix du monde ; eh bien, n'oubliez pas qu'une politique semblable, trop longtemps perpétuée, en face d'un peuple si jaloux de sa dignité et si plein des souvenirs de sa gloire, ne serait pas sans péril. N'oubliez pas, messieurs, que les partis animés du désir patent de renverser la dynastie que nous voulons fonder, pourraient s'armer, comme d'une arme dangereuse, d'une semblable désaffection, pour saper la base du gouvernement.

Ne laissez pas dire aux ennemis avoués de votre dynastie qu'il faut que la France choisisse entre sa monarchie de 1830 et sa grandeur nationale. Une question ainsi posée devant les partis serait dangereuse. Non ; confondez, si vous êtes prudents, la cause de notre patriotisme dans la cause de votre trône nouveau ; nationalisez fortement ce que vous voulez affermir. Sous Louis XIV la politique était grande comme le trône ; sous la république la politique

était orageuse, mais toute-puissante comme le peuple; sous Napoléon la politique étrangère n'était qu'un nom, mais cet homme, dans son égoïsme, était grand encore comme une nation.

Quant à vous, monsieur le ministre des affaires étrangères, vous qui écrivez et qui faites l'histoire, souvenez-vous de cette grande vérité nationale autant qu'historique, c'est que toutes les dynasties, tous les règnes même, tous les grands règnes de notre série de règnes et de dynasties, ont apporté avec eux leur pensée propre, leur système de politique ou d'alliance personnels, leur dot, pour ainsi dire, à la fortune de cette grande nation. Ceux-ci, l'expulsion des Anglais du continent français; ceux-là, leur lutte avec l'Italie et l'Espagne; Henri IV et les Bourbons, l'unité française et l'apaisement de nos guerres civiles et religieuses; Richelieu, l'abaissement de la maison d'Autriche; Louis XIV, l'influence en Espagne et des provinces sur le Rhin; Napoléon enfin, la conquête insensée et stérile, mais au moins grandiose et historique, du continent; la restauration même, le maintien à main armée de notre alliance avec la maison qui gouverne l'Espagne!

Voilà *la dot* de chacun de ces règnes, de ces ministres, de ces dynasties! Et où est la vôtre? (Violents murmures.)

Je ne dis pas depuis 1830, car je sais séparer ce que la justice sépare, la politique qui a conquis la Belgique, occupé Ancône, signé la quadruple alliance, de celle qui date de 1835. Mais depuis 1834 ou 1835, quelle a été votre dot au pays, votre pensée, votre système national, pour lui faire reconnaître, aimer, adopter, consolider la dynastie qui fera votre gloire, si vous l'identifiez bien avec un grand intérêt nouveau du pays?

Votre dot? Serait-ce cette perpétuelle hésitation entre tous les systèmes, toutes les alliances, toutes les politiques, qui, en les mécontentant toutes, en les décourageant toutes, en les aigrissant toutes, sans jamais frapper, vous isole dans le monde, et ne vous laisserait à la fin aucune autre option qu'un amoindrissement subi avec honte par un peuple si fier ou une guerre insensée tentée par le désespoir? (Bravos aux extrémités.)

Eh bien, n'est-ce pas là cependant la triste et douloureuse alternative que la politique du système nous laisserait un jour ou l'autre à faire, si nous ne la rectifions pas à temps?

Ah ! je ne sais pas s'il viendra enfin un jour un homme d'État qui sorte son pays de ce cercle d'impossibilités où l'on nous enferme et qui se resserre tous les ans autour de nous ! Ah ! elle est lente à naître la politique qui comprendra

avec la même intelligence la dignité, la grandeur et la paix! Mais si cet homme surgit une fois de nos nécessités, il aura fait pour son pays plus que Richelieu et Napoléon, car il aura réparé vos sept années de fautes, et il aura donné la sécurité et la paix en lui créant enfin des alliances et un système européen.

Je finis ce trop long discours par ces paroles que j'entends retentir partout ici et au dehors de cette enceinte. (Violents murmures.)

Oui, je dis comme les préopinants, comme une partie du pays : peu nous importent les cabinets, les ministres. Ce qu'il faut, ce n'est pas que les ministères passent et se succèdent sur ces bancs en nous y rapportant les mêmes erreurs, les mêmes impuissances, les mêmes fautes ; non, il faut que le système tombe ! (*A gauche.* Très-bien !)

Oui, que le système change ou tombe ! et avec lui tous les hommes qui seraient tentés de venir le personnifier de nouveau devant vous ! (Bravos aux extrémités.)

Et quant à moi, je vous dis en descendant de cette tribune, je vous dis avec l'accent du découragement le plus réfléchi, le plus patient, le plus sincère, et peut-être aussi avec cet excès d'audace (je le reconnais, je m'en repens), avec cet excès d'audace que le désespoir inspire quel-

quefois aux convictions fortes..... (Ecoutez! écoutez!)

Oui, il est temps que ce jeu finisse, car il n'y a plus de milieu : il faut que la France cesse d'être la France, ou que vous cessiez de la gouverner. (Vive approbation aux extrémités. Violents murmures aux centres. Longue agitation. Un grand nombre de députés traversent la salle et viennent féliciter l'orateur. La séance reste longtemps suspendue.)

RÉPLIQUE

DE M. DE LAMARTINE

A M. GUIZOT.

M. DE LAMARTINE. Messieurs, je me garderai bien d'abuser du peu de moments que je réclame de l'attention de la chambre. (Bruit. — Attendez le silence.)

Je n'ai que trois mots à dire à la chambre. Je me garderai de rentrer dans une discussion où

je dois laisser la place à tant d'autres orateurs qui ont à envisager les affaires d'un autre point de vue que le mien.

Je veux répondre seulement à trois assertions de M. le ministre des affaires étrangères dans la réponse qu'il a faite hier à mon discours.

J'ai à rectifier trois intentions ou plutôt trois faits qui ont été involontairement, je n'en doute pas, dénaturés par lui. Ces trois intentions, ces trois faits, les voici :

Premièrement. M. le ministre des affaires étrangères a dit : « Vous ne distinguez pas dans vore blâme, dans votre censure, dans votre réprobation, entre les deux politiques qui ont caractérisé les deux grandes phases du gouvernement de juillet, entre la politique de paix et en même temps d'énergie suivie depuis le jour de la révolution de juillet jusqu'en 1834, et la politique qui date de 1834, et qui, en traversant les questions d'Orient et la question d'Espagne, est arrivée jusqu'à vous. »

Je réponds que j'avais pris soin, non-seulement hier, mais dans le dernier discours que j'ai eu l'honneur de prononcer à cette tribune, comme dans plusieurs autres occasions devant la chambre, de distinguer soigneusement ces deux époques et de reconnaître que l'administration de Casimir Périer avait su admirablement concilier, selon moi, dans la question

belge, comme dans la question d'Ancône, ce qui importait au maintien de la paix de l'Europe et ce que lui commandait la dignité et la force de son pays.

Eh ! M. Guizot aurait dû se souvenir qu'il avait été, à une époque que je ne veux pas nommer, l'objet de la même accusation. Voici en quels termes il y répondait : On vient de m'envoyer le texte au pied de la tribune, daignez prêter l'oreille à ce peu de lignes de lui que je vais vous lire :

« Pensons, disait alors M. Guizot, aux susceptibilités du pays. Le pays est susceptible pour la dignité de notre nom au dehors et de nos institutions au dedans.

« Et ces susceptibilités sont honorables ; elles ont quelquefois l'air de sommeiller ; on croit qu'elles n'existent plus ; mais elles se réveillent tout à coup puissantes, menaçantes, aveugles ; ménagez-les, prenez-en soin, le pouvoir s'en trouvera bien. »

N'est-ce pas exactement, littéralement ce que j'avais l'honneur de dire moi-même hier à la chambre? Comment donc ce qui était innocent en lui serait-il coupable en moi ?

Et plus loin on accusait M. Guizot d'avoir confondu les deux politiques. Voici ce qu'il répondait :

« Il est commode de confondre les temps et

les politiques ; il est commode de venir dire qu'on parle pêle-mêle de tout ce qui s'est passé depuis 1830; il est commode de venir mettre l'évacuation d'Ancône à couvert sous l'occupation d'Ancône ; il est commode de venir mettre notre influence compromise en Suisse à l'abri de notre influence prépondérante aujourd'hui. »

Où est donc le motif de l'inculpation qu'on voulait faire peser sur moi hier pour avoir tenu identiquement le même langage ? C'est, dit-on, dans l'alliance qui s'établirait par des doctrines communes entre moi et les membres de l'opposition avec lesquels j'aurais différé en 1830 ? Mon Dieu, je ne m'étonne pas de cette accusation de prétendue coalition. Quand on a l'habitude des coalitions, on est tenté d'en voir partout. (On rit. — *A gauche*. Très-bien ! très-bien !)

L'honorable M. Guizot m'a adressé une autre et plus sérieuse imputation. Il m'accuse d'avoir méconnu en regardant trop haut, c'est son expression, plus haut que ne permet la constitution, d'avoir méconnu ce sublime dévouement d'une personnalité inviolable qui ne doit jamais être attirée dans la sphère de nos débats. (*A gauche*. Oui, c'est inconstitutionnel !)

Eh bien, je lui réponds : Si je pouvais, comme homme, ouvrir mon cœur ici devant la chambre, on y trouverait sans doute le même respect, la

même vénération que dans le sien pour cette mission élevée et souvent douloureuse de la royauté. Mais si le ministre me somme de déclarer des sentiments quelconques sur un pareil sujet à cette tribune, je lui demande la permission de ne répondre ni oui ni non. (Sensation.) Car, quoiqu'il ait appelé ma politique irréfléchie, légère, inconséquente, je lui prouverai que j'ai plus que lui le sentiment constitutionnel dans cette enceinte, oui, plus qu'il n'en a montré hier, à l'égard de cette souveraineté inviolable à vos éloges, monsieur le ministre! (*A gauche.* Très-bien! très-bien! — Bravos réitérés.) Oui, inviolable à vos éloges autant qu'elle serait inviolable à nos censures, s'il pouvait en rejaillir d'ici à une telle hauteur. (Nouvelle adhésion aux extrémités.) Et je déclare que si j'avais l'honneur d'être ministre de la couronne, je tomberais mille fois du pouvoir plutôt que d'arracher à sa sphère d'inviolabilité....

M. LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. Il n'a pas été question de cela.

Voix à gauche. Oui, oui; très-bien!

M. DE LAMARTINE. Je dis que je préférerais mille fois tomber devant la chambre plutôt que d'arracher à sa sphère d'inviolabilité cette majesté souveraine! de venir l'interposer, pour ainsi dire, entre mes ennemis et moi, et de couvrir ainsi ma politique d'une inviolabilité à laquelle

mes adversaires ne pourraient toucher sans se déclarer eux-mêmes des factieux. (*A gauche.* Très-bien ! très-bien. — Nouvelles réclamations au centre.)

Maintenant je n'ai qu'un mot à dire sur le reproche très-immérité qui m'a été adressé par M. le ministre des affaires étrangères, d'attaquer avec violence le cabinet.

J'ai fait le contraire depuis l'ouverture de la session. J'ai eu soin de ne pas l'attaquer, si ce n'est dans l'ensemble du système que je combats, et dont il représente une partie. Dans le droit de visite, par exemple, question réservée pour ma conscience comme pour celle de M. Passy, comme pour celle de mon honorable ami M. de Tracy, je me suis tu. Il m'appartenait moins qu'à personne de toucher au cabinet du 29 octobre, dont j'avais soutenu l'avénement aux affaires dans des circonstances difficiles, extrêmes, où des hommes honorables, courageux, venaient détendre une situation trop tendue en Europe et en France même. Je les ai combattus dans des lois organiques de la régence, des fortifications, des capacités; dans une question de cabinet, au contraire, ce n'était pas à moi de les écarter hostilement des affaires. Je me taisais sur le cabinet lui-même, non par assentiment, mais par convenance.

Mais puisque M. le ministre des affaires étran-

gères me provoque à lui dire mon sentiment sur la direction personnelle, spéciale, du ministère qui lui est confié, et sans m'expliquer sur ses honorables collègues, je vais le faire en un seul mot. (Ecoutez, écoutez!)

M. le ministre des affaires étrangères a eu sous la main trois questions principales. Eh bien, mon sentiment ne se résume pas en une accusation, mais en une seule caractérisation de ses actes. Il n'a pas été heureux ! (Sensation.)

La première de ces affaires, c'était le rétablissement de l'harmonie européenne, la réconciliation de la France et des puissances, après la malheureuse rupture de 1840. Qu'est-ce qu'il y avait à faire? J'en appelle au sentiment de la chambre entière. Il y avait pour la France, en rentrant dans l'alliance, des garanties et des réparations à recevoir, et c'est nous qui les avons faites! C'est vous qui les avez signées trop vite; avec qui? Avec ce même ministre anglais, lord Palmerston, dont vous avez, disiez-vous, le plus à vous plaindre; et cela, quand? Remarquez-le bien, messieurs, précisément un mois avant la chute de ce ministre, peu de jours avant le moment où M. Peel, cet autre ministre dont vous reconnaissiez hier, dont nous honorons tous les dispositions loyales et conciliatrices, allait entrer aux affaires et faciliter les relations?

Est-ce là du bonheur ! (Approbation à gauche.)

Mais en Espagne (c'est l'autre question), que nous disiez-vous hier? Que votre but, votre intention était d'établir les rapports les plus intimes entre deux nations dont l'existence est nécessaire l'une à l'autre. Eh bien, qu'est-il arrivé? La France l'a vu, vous avez envoyé un ambassadeur, il n'a pas été reçu. Une misérable question d'étiquette, que vous deviez prévoir ou négliger comme puérile, a séparé de plus en plus les deux pays que vous vouliez unir.

Là encore, il faut en convenir, vous n'avez pas été heureux.

Enfin, j'en viens à la question du droit de visite.

Et ici à Dieu ne plaise que j'abuse de votre situation pour vous accuser d'avoir défendu les traités de 1831 et de 1833. Nous les avons, nous partisans de l'abolition de l'esclavage par tout l'univers, défendus avant vous, avec vous, autant que vous dans leur esprit d'humanité et d'égalité entre les races humaines. Ce serait une lâcheté à nous de les déserter, quand vous les défendez au nom du sentiment religieux, qui seul nous préoccupait tous dans l'origine de cette affaire. Mais le traité de 1841, cette ampliation malheureuse des conditions, des zones, des circonstances qui peuvent aggraver aux yeux du pays le droit de visite, qui vous forçait à le si-

gner dans ce moment-là? Je suis à cet égard entièrement de l'opinion de l'honorable M. Passy. L'intention était toujours honorable sans doute, toujours bonne, toujours humaine, toujours religieuse; mais le fait n'était pas opportun. Cette ampliation au droit de visite manquait de la première de toutes les conditions de toute œuvre diplomatique bien faite, l'opportunité, le choix de l'heure, du moment. Ce n'est pas au moment où deux nations sont irritées l'une contre l'autre qu'on essaye de rapprocher leurs mains sur un traité pareil! Et enfin lorsque la chambre, à l'annonce de cette négociation, a donné le désaveu le plus complet, le plus unanime à votre politique, quelle était l'attitude de M. le ministre des affaires étrangères, quel était son devoir, s'il eût compris le sentiment constitutionnel? C'était de se retirer devant une manifestation aussi claire, aussi éclatante, devant un désaveu aussi réfléchi, aussi raisonné, aussi national que celui qui s'est manifesté dans cette chambre. Et que faisiez-vous en ne vous retirant pas? Evidemment vous laissiez face à face, sans intermédiaire, sans interposition constitutionnelle, l'irritation des deux pays, dont le contact pouvait produire et perpétuer cette animosité que déplorent ici, avec moi, tous les amis sérieux de la paix. Laisser ainsi la couronne et le pays sans responsabilité, et préparer

ce legs terrible de tant d'irritation à calmer à vos successeurs, était-ce constitutionnel? Est-ce que les ministres, désavoués ainsi, n'emportent pas toujours la difficulté avec eux en se retirant? La responsabilité des ministres est faite pour cela! ils sont des victimes constitutionnelles qui, en se sacrifiant à propos, sauvent la responsabilité de la couronne et emportent les embarras du pays.

Vous ne l'avez pas compris; vous êtes resté. Eh bien, laissez-moi vous le répéter encore: là aussi vous n'avez pas été heureux.

Je finis et je me résume en un seul mot, non à l'égard du cabinet entier, mais à l'égard du ministre qui a dirigé les affaires étrangères. Il a été malheureux.

Ses ennemis pourront accuser de ses insuccès son habileté, sa situation, ses intentions. Moi, je me borne à accuser sa fortune, et je lui redis en terminant, pour tout reproche: Non, votre politique n'a pas été heureuse pour votre pays, et je vous défie de m'empêcher de vous plaindre. (Vive approbation aux extrémités.)

L'ÉTAT, L'ÉGLISE
ET L'ENSEIGNEMENT.

IMPRIMERIE
SCHNEIDER et LANGRAND,
Paris, rue d'Erfurth, 1.